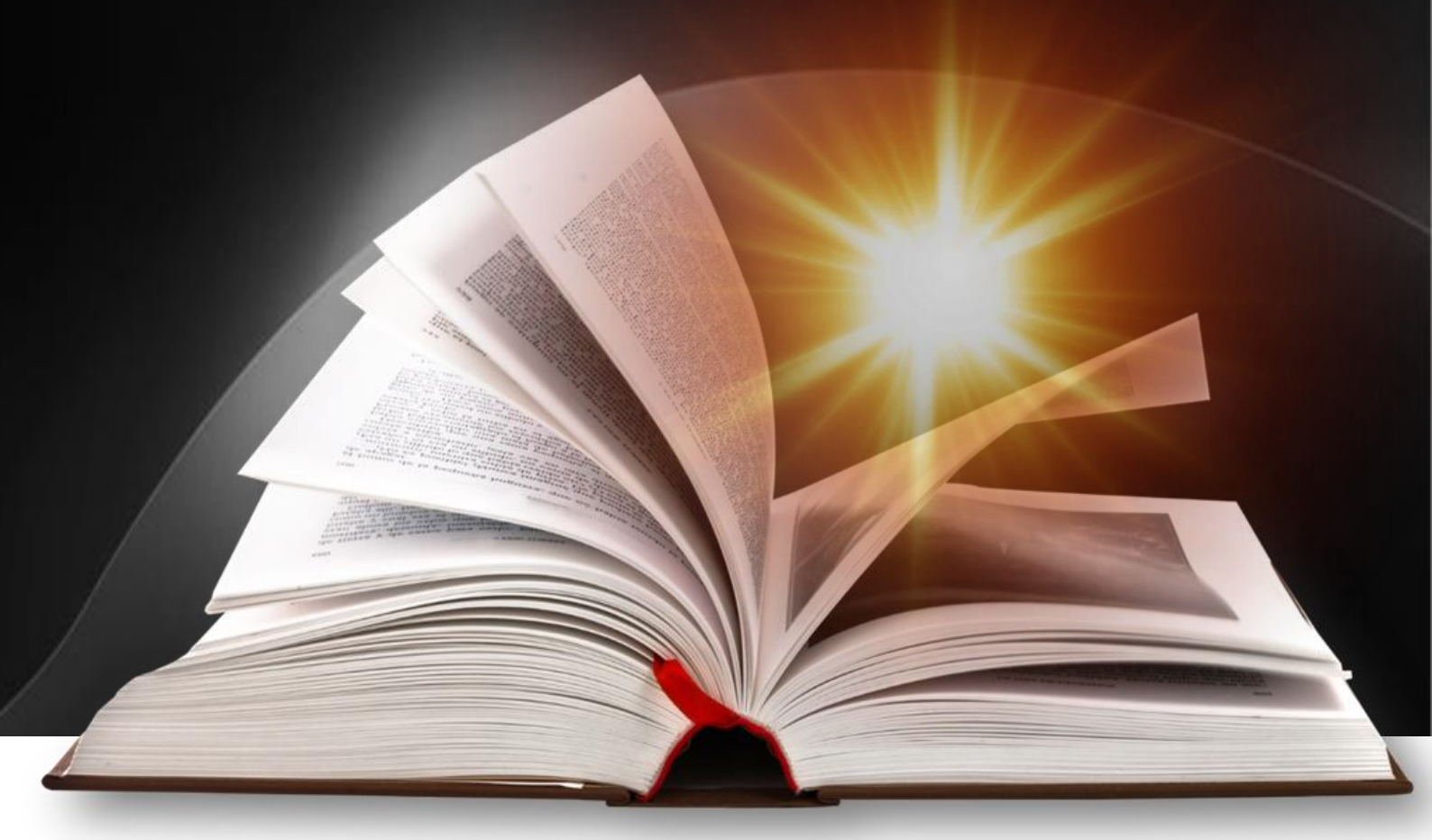
ISSN
: 2790-6248
: 2790-6256

RPJ

Revue Panafricaine de la Jeunesse

- Pan African Youth Journal -



Volume 3, n°1, Janvier- Avril 2024

EDITIONS LUMUMBA
Un nouvel élan de l'édition africaine

Association Panafricaine pour l'Encadrement et la Formation de la Jeunesse

African Scientific Universe

Afrindala Group

© Editions Lumumba

La déscolarisation des filles au Burkina Faso : manifestations et causes

[Girls dropping out of school in Burkina Faso: demonstrations and causes]

KI Eric Zongui[1]
Chercheur, Burkina Faso

ISSN

: 2790-6248

: 2790-6256

Revue Panafricaine de la Jeunesse

- Pan African Youth Journal -

DOI : https://doi.org/10.58610/RPJ.2790.6248.6256.31

Editions Lumumba I Association Panafricaine pour l'Encadrement et la Formation de la Jeunesse

EDITIONS LUMUMBA

Un nouvel élan de l'édition africaine

Revue Panafricaine de la Jeunesse (RPJ)
ISSN : 2790-6248
e-ISSN : 2790-6256
Volume 3, n°1, Janvier– Avril 2024
© Editions Lumumba - APANAEFJ
Bibliothèque Nationale du Congo I Ordonnance loi n° 89-010 du 11 janvier 1989 – Permis d'implantation n° BNC/DPHK/08/2022

Afrindala Group

La Revue Panafricaine de la Jeunesse (RPJ) est une revue scientifique internationale, interdisciplinaire et interactive. Elle se veut un lieu de diffusion de travaux de recherche originaux et substantiels sur diverses questions liées aux enjeux et défis des sociétés africaines, dans toutes les disciplines scientifiques. La RPJ est enregistrée par le Centre International de l'ISSN (International Standard Serial Number) sous les numéros ISSN : 2790-6256 et e-ISSN : 2790-6248.

Les Éditions Lumumba, sous la houlette du Label Panafricain Afrindala Group de l'Association Panafricaine pour l'Encadrement et la Formation de la Jeunesse (APANAEFJ), branche « Afriscience », est une maison d'édition enregistrée en RD Congo conformément à l'Ordonnance-Loi n° 89-010 du 11 janvier 1989 et opérant sous le permis d'établissement n° BNC/DPHK/08/2022. Auprès de l'Agence Internationale de l'ISBN, par l'intermédiaire de l'Agence Francophone pour la Numérotation Internationale du Livre (AFNIL), les Éditions Lumumba sont enregistrées sous l'identifiant éditeur : 978-2-38489.

Le comité scientifique international, composé d'enseignants et de spécialistes d'Afrique et d'ailleurs, assure une diversité d'expertises et de perspectives. En tant que membre de Crossref, une organisation américaine participant à l'indexation globale du contenu scientifique, les Éditions Lumumba bénéficient d'un préfixe DOI (10.58610) pour attribuer un DOI unique à chaque œuvre éditée. Ceci permet aux publications d'être accessibles à des milliers de membres de Crossref et à des centaines d'organisations, y compris les institutions scientifiques et universitaires du monde entier, augmentant considérablement la visibilité et l'impact international des travaux publiés.

Les Éditions Lumumba s'appuient sur un vaste réseau de distributeurs et de partenaires internationaux, incluant des universités, des ONGs et de grandes plateformes telles que CAIRN.INFO (la plus grande bibliothèque numérique francophone), DILICOM, OpenEdition Books, la plateforme Afriscience, etc.

© Editions Lumumba, avril 2024

Revue Panafricaine de la Jeunesse

— RPJ —

- Pan African Youth Journal -

Revue scientifique internationale, interdisciplinaire et interactive

Périodicité : avril, août et décembre
Prix du numéro : 30 USD
Abonnement annuel : 100 USD
Version numérique disponible sur : www.afriscience.org
Suivez-nous sur nos réseaux sociaux :
@editionslumumba | @afriscience

Imprimé en République Démocratique du Congo

Tél. (+243) 90 43 370 19
Email : contact@editionslumumba.com
Site web : www.editionslumumba.com
Siège : 10, avenue de la Moto croisement boulevard M'siri, ville de Lubumbashi, RD Congo

Editorial

Nous sommes honorés de vous convier à explorer les profondeurs de la pensée et de l'innovation africaines à travers ce numéro inaugural de l'année 2024 pour la Revue Panafricaine de la Jeunesse. À l'intérieur de ces pages, vous découvrirez une diversité d'idées et de perspectives provenant des esprits les plus brillants du continent africain et au-delà.

Notre objectif essentiel demeure clair et pressant : éclairer la scène intellectuelle pour les décideurs politiques, les chercheurs, les acteurs sociaux et tous ceux assoiffés de connaissance, en offrant des fondations scientifiques robustes et fiables.

La Revue Panafricaine de la Jeunesse est devenue une voix internationale, un lieu où convergent des études enracinées dans la réalité africaine. Autrefois confrontées à des barrières éditoriales, ces études rayonnent désormais, reflétant la diversité des voix et des expériences qui enrichissent notre continent.

L'essor remarquable de la science africaine est un héritage collectif à préserver, une source d'énergie à nourrir avec passion. Les membres dévoués de notre comité scientifique, accompagnés d'experts issus de divers horizons, ont relevé avec enthousiasme le défi d'enrichir la pensée africaine. La variété des connaissances et des idées, s'étendant au-delà des frontières de l'Afrique, fait de la RPJ une plateforme panafricaine en perpétuelle évolution, porteuse d'une promesse renouvelée à chaque parution.

En tant que bastion de la recherche africaine, la RPJ s'engage fermement à maintenir des normes de qualité rigoureuses, avec un processus de sélection sérieux garantissant un taux d'acceptation de 50%. L'accueil enthousiaste que nous recevons d'un public vaste et diversifié, tant africain qu'international, témoigne de notre engagement à promouvoir une science africaine solide et irréprochable.

Ce numéro exceptionnel présente les contributions de chercheurs éminents explorant une multitude de domaines cruciaux pour notre époque. Chacun de ces articles, soigneusement façonné, offre une plongée captivante dans des thématiques essentielles pour notre temps.

Notre équipe éditoriale, en collaboration avec notre comité scientifique et nos évaluateurs externes, travaille sans relâche avec les auteurs pour garantir la qualité et la pertinence de chaque contribution. Cette synergie collaborative est cruciale pour propulser la science africaine au pinacle international, assurant que les sociétés africaines récoltent pleinement les fruits de la recherche novatrice.

Nous vous invitons à vous plonger avec passion dans ce numéro captivant, à dévoiler les trésors de la science africaine et à rejoindre notre communauté de lecteurs. En participant à cette aventure intellectuelle, vous contribuez à renforcer l'influence de la science africaine à l'échelle mondiale, ouvrant ainsi la voie à des sociétés africaines éclairées par les lumières de la recherche de qualité. Embarquez avec nous dans ce voyage fascinant à travers les découvertes, les innovations, et les idées qui sculptent le futur dynamique de l'Afrique et du monde.

Dr Basile Mulwani Makelele
Professeur des Universités

Equipe de la revue

Comité de rédaction :

- Directeur de Publication : M. le Pr. Basile Mulwani Makelele, RD. Congo
- Rédacteur en chef : M. le Pr. Philippe Kasongo Maloba Tshikala, Belgique
- Rédacteur en chef Adjoint : M. Valery Ngoy Ndala, RD. Congo
- Secrétaire éditorial : William Agbaka, Bénin
- Coordinateur du processus d'adhésion : Marie Mbatshiona Mundi, RD Congo
- Gestionnaire administratif : Banon Zinsou Côme, Bénin
- Gestionnaire financière : Clarisse Mwelwa Bilepo
- Coordinateur des partenariats : Fidèle Bukasa Kabwe, RD Congo
- Gestionnaire des statistiques : Kalunga Shakoli Dieu Merci, RD Congo
- Traducteur en chef : Dr. Fo-Koku D. Woameno, Togo
- Correcteur principal : Jean-Micky Kafuwa Musongo, RD Congo
- Responsable de la publication en ligne : Mme Blin Acouh Marie-José, Côte d'Ivoire

Comité scientifique :

- Abdoulaye Ouedraogo, PhD, Ministère de l'Économie, des Finances et de la Planification (MEFP), Burkina Faso
- Abi-Kaberou Gildas, PhD, UAC/ENS-Porto-Novo/Laboratoire de Pédagogie et Didactique des Sciences Humaines (LaPEDIH), Bénin
- Adaba Koffi Amessou, PhD, Université de Lomé, Togo
- Akimou Tchagnaou, PhD, Université de Zinder, Niger
- Ambombi Eyolo Azede Espoir, PhD, Chaire MBA, Afrikan campus, République du Congo
- Amoussou Franck, PhD, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- Ballo Drissa, PhD, Enseignant-chercheur, Mali
- Basile Mulwani Makelele, PhD, Université de Lubumbashi, République démocratique du Congo
- Bekolo Engoudou Bruno, PhD, Université de Douala, Cameroun

- Bitouga Bernard Aristide, PhD, Université de Douala, Cameroun
- BOUMA Carine Nadège, PhD, Université de Bamenda, Cameroun
- Christian Bumute, PhD, Université de Likasi, RD Congo
- Essome Lele Gislain Arnaud, PhD, Unité de recherche ECLLA, Université Jean-Monnet Saint-Étienne, Cameroun
- Félix N'dia Anon, PhD, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
- Fidélie Ntshikala Mbuya, PhD, Université de Kolwezi, RD Congo
- Fo-Koku D. Woameno, PhD, Université de Lomé, Togo
- Gaby Ilunga Mutombo, PhD, Université de Lubumbashi, RD Congo
- Gano Nouhou, PhD, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal
- Gninneyo Sylvestre-Pierre NIYA, PhD, École Normale Supérieure, Burkina Faso
- José Ngoy Wa Ngoy Twite, PhD, Université de Kolwezi, RD Congo
- Kabiena Kuluila Pierre Valery Dieudonné, PhD, Université Officielle de Mbuji-Mayi, RD Congo
- Kabuya-Kabeya Sthilobo Hilaire, PhD, Université Officielle de Mbuji-Mayi, RD Congo
- Kaniki Wa Cilombo Joseph-Robert, PhD, Université Officielle de Mbuji-Mayi, RD Congo
- Kongue Toyindou, PhD, Université de Lomé, Togo
- Lago Blé Angelin, PhD, Université Jean-Lorougnon Guede, Daloa, Côte d'Ivoire
- Lokossou Bonaventure, PhD, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- Matthias Cinyabuguma, PhD, Banque mondiale, RD Congo
- Melingui Ayissi, PhD, Université de Douala, Cameroun
- Metsena Ndjavoua, PhD, Université de Maroua, Cameroun
- Mohamed Atteyoub H. dit Modibo SIDIBÉ, PhD, Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB), Mali

- Moussa Coulibaly, PhD, Université Assane Seck de Ziguinchor, Sénégal
- Moussa Dourfaye Abdoul-kadze, PhD, Service de la santé, Niger
- Nebie Boukary, PhD, Université de Fada N'Gourma, Burkina Faso
- Ngala Ntumba Peter, PhD, Université Officielle de Mbuji-Mayi, RD Congo
- Ngono Ossango Pangrace, PhD, Université de Yaoundé, Cameroun
- Nkongolo Mulami Kapweka Alphonse, PhD, Université Officielle de Mbuji-Mayi, RD Congo
- Ntita Ntita Jean Christ, PhD, Université Officielle de Mbuji-Mayi, RD Congo
- Nyebe Atangana Sandrine, PhD, Ministère de l'Éducation Secondaire, Cameroun
- Patrice M'Bétien KONE, PhD, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
- Philippe Kasongo Maloba Tshikala, PhD, Université de Lubumbashi, RD Congo
- Raymond-Bernard Ahouandjinou, PhD, Université d'Abomey Calavi, Bénin
- SAIDI Hicham, PhD, Université Moulay Ismaï, Maroc
- Serge Caleb Mbula Musasa Mwadianvita, PhD, Université Pédagogique Nationale (UPN) de Kinshasa, RD Congo

Revue Panafricaine de la Jeunesse
Revue scientifique internationale
ISSN : 2790-6248 I e-ISSN : 2790-6256
Editions Lumumba
Un nouvel élan de l'édition africaine
Email : contact@editionslumumba.com
Afriscience
African Scientific Universe

La déscolarisation des filles au Burkina Faso : manifestations et causes

[Girls dropping out of school in Burkina Faso: demonstrations and causes]

KI Eric Zongui[1]
Chercheur, Burkina Faso
Email : kzongui@yahoo.fr

Résumé

En 1960, lors de l'accession du Burkina Faso à la souveraineté nationale, le taux de scolarisation était d'environ 6%. En 2007, suite à la réforme globale du système éducatif, ce taux a atteint 72,4%. Cependant, ces dernières années ont été marquées par un décrochage massif d'élèves dans les niveaux d'enseignement primaire, post-primaire et secondaire. Ce phénomène est particulièrement marqué chez les filles, qui interrompent leurs études, créant ainsi un problème de maintien des effectifs scolaires. Cette étude vise à analyser les facteurs entraînant la déscolarisation des filles. Quelles sont les raisons de cette déscolarisation et comment se manifeste-t-elle ? Pour répondre à ces questions, nous avons adopté une approche mixte combinant des entretiens semi-directifs, des questionnaires et une recherche documentaire. Les résultats indiquent que la déscolarisation se traduit par des abandons, des exclusions et un faible taux de transition entre les niveaux d'enseignement. Les causes les plus déterminantes sont les grossesses précoces et non désirées, ainsi que la responsabilité des différents acteurs impliqués dans la scolarisation des élèves.

Mots-clés : Déscolarisation, Manifestations, Causes, Filles

Abstract

In 1960, when Burkina Faso gained national sovereignty, the enrollment rate was around 6%. By 2007, following a comprehensive reform of the education system, this rate reached 72.4%. However, recent years have witnessed a significant dropout of students at the primary, post-primary, and secondary levels. This phenomenon is particularly pronounced among girls, who discontinue their studies, thereby creating an issue with maintaining school enrollment. This study aims to analyze the factors leading to the dropout of girls. What are the reasons for this dropout and how does it manifest? To answer these questions, we adopted a mixed approach combining semi-structured interviews, questionnaires, and documentary research. The results indicate

[1] Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales

that dropout manifests through abandonment, exclusion, and a low transition rate between educational levels. The most significant causes are early and unwanted pregnancies, as well as the responsibility of various stakeholders involved in student education.

Keywords: Dropout, Manifestations, Causes, Girls.

0. Introduction

En 2007, le Burkina Faso a entamé une réforme de son système éducatif dans le but d'accroître les indicateurs de l'éducation, notamment en ce qui concerne le taux de scolarisation. À cet effet, la réforme institue la gratuité et l'obligation scolaire dans l'enseignement de base jusqu'à l'âge de 16 ans. Dans le même élan, des actions sont entreprises pour augmenter le taux de scolarisation des filles et promouvoir la parité des genres dans le domaine de l'éducation. Ainsi, de nombreuses structures publiques ont été créées pour favoriser l'éducation des filles et des femmes. Au niveau de l'enseignement primaire, on observe la création de la Direction de la Promotion de l'Éducation des Filles (DPEF), et au niveau secondaire, la Direction de l'Éducation des Filles au Secondaire et au Supérieur (DEFSS) est mise en place pour répondre à ce défi.

En plus de ces structures étatiques, de nombreuses organisations non gouvernementales et des associations œuvrent pour promouvoir l'éducation des filles et des femmes. On peut citer le Centre International pour l'Éducation des Filles et des Femmes en Afrique (CIEFFA), le FAWE, l'UNICEF, et le Catholic Relief Services. Ces diverses structures s'efforcent d'éliminer les disparités entre les sexes dans l'éducation et de lutter contre les obstacles socioculturels qui entravent l'éducation des filles et des femmes. Selon Martine Simpore, ces efforts ont contribué à améliorer le taux de scolarisation. Ainsi, en 2009, le taux brut de scolarisation au primaire est passé à 72,4%, avec 77,1% pour les garçons et 67,7% pour les filles. Cependant, dans l'enseignement secondaire, la situation reste préoccupante : le taux brut de scolarisation est de 20,1%, avec 23,6% pour les garçons et 16,6% pour les filles (2011).

De nombreuses initiatives sont développées en faveur de la scolarisation, mais peu d'efforts sont déployés pour maintenir les élèves, en particulier les jeunes filles, dans le système éducatif. Le phénomène de déscolarisation devient alors courant. De nombreux enfants sont inscrits à l'école, mais un grand nombre d'entre eux la quittent très tôt, soit par abandon, soit par exclusion. Cette déscolarisation est plus fréquente chez les filles. En effet, le taux de scolarisation des garçons est supérieur à celui des

filles, tant au primaire qu'au secondaire. Ainsi, le maintien des filles dans le système scolaire est un problème qui retient l'attention des décideurs politiques et qui fait l'objet de cette étude. De nos jours, dans le système éducatif burkinabè, le problème majeur n'est pas tant l'accès que le maintien dans le système, particulièrement visible chez les filles. C'est pourquoi cette étude se pose la question : Qu'est-ce qui explique la déscolarisation des filles ? Comment se manifeste-t-elle ? L'objectif de cette étude est d'analyser les causes de la déscolarisation des filles. Pour ce faire, nous avons privilégié la méthode mixte de collecte de données en combinant des entretiens guidés et des questionnaires auprès d'un échantillon composé d'élèves, d'enseignants, de membres du personnel scolaire et de parents d'élèves, etc. Les résultats indiquent que la déscolarisation se manifeste par des abandons, des exclusions et un faible taux de transition scolaire. Les principales causes évoquées sont les grossesses précoces et non désirées ainsi que le rôle des différents acteurs.

1. Le concept de déscolarisation

La déscolarisation se réfère à la sortie anticipée ou à la rupture prématurée du système éducatif. Maryse Esterle-Hedibel la définit comme l'état de ne pas être scolarisé ou de ne plus l'être. Elle la décrit comme une situation de vide, d'anomie, d'errance, voire de disparition. Ce terme suggère un risque ou un danger pour le jeune concerné, surtout étant donné que l'accès à l'emploi est d'autant plus incertain lorsque les candidats sont jeunes, inexpérimentés et dépourvus de formation de base. La déscolarisation est étroitement liée à la scolarisation, érigée en norme, qui engendre ses propres déviations. Toutefois, les chercheurs soulignent que ce terme est peu approprié selon les intervenants sociaux, qui intègrent les questions ou problèmes liés à la scolarité dans un ensemble de problématiques sociales et familiales (2006).

1.1. Manifestations

A. Abandon et exclusion

Le phénomène de la déscolarisation est très fréquent dans le système éducatif burkinabè. Cette déscolarisation se manifeste à travers les abandons scolaires et les exclusions. Les abandons occupent une grande place dans la déscolarisation car il est difficile de ramener un élève qui est victime de l'abandon dans le système scolaire. Par contre les exclusions sont faiblement représentées dans la déscolarisation car la majorité des élèves exclus sont récupérés par certains établissements privés. Seuls les élèves dont les parents n'ont pas les moyens pour leur réinscription dans le privé se retrouvent alors déscolarisés. De ce fait les taux d'abandon scolaire permettent de

percevoir l'importance de la déscolarisation. Ce taux varie selon les localités et le genre comme l'illustre le tableau ci-dessous.

Tableau n°1 : Taux d'abandon scolaire par région, par classe et par sexe en 2007-2008 pour l'enseignement secondaire général**.**

Classes / Régions		6è	5è	4è	3è	2nd	1ère	Tle
Boucle du	G	11,7	11,8	18	7,2	13,8	23,5	_
	F	10,6	17,6	16,8	2,4	18,9	17,6	_
Mouhoun								
Cascades	G	11,6	15	13	24	10,6	8,9	_
	F	15,6	17	16,1	26	14,8	11,2	_
Centre	G	12,9	7,9	-4,3	21,2	4,7	-8,9	_
	F	9,9	6,5	2,2	24,8	10	-5,6	_
Centre-est	G	17,3	8	7,7	3,3	16,2	28,3	_
	F	19,5	6,8	5,7	2,8	23,4	28,3	_
Centre-Nord	G	11,6	10,5	10	16,8	25,4	5,6	_
	F	17,7	-1,1	15,2	20,6	25,2	16	_
Centre-Ouest	G	9,7	9,3	14,4	4,6	12,2	14,9	_
	F	11,9	14,7	16,3	9	14	23,9	_
Centre-Sud	G	14,3	15,8	11,8	18	11,9	36,8	_
	F	13	16	7,8	23,8	11,1	21,1	_
Est	G	10,8	11,2	23,8	3,7	18,4	6,2	_
	F	12,9	6,9	24,7	-6,1	22,9	-2,5	_
Hauts Basssins	G	14,9	5,1	-2,4	10	12,1	-2,5	_
	F	15,7	4,7	-8,8	20 ,7	12,4	8,6	_
Nord	G	14,4	17	7,4	17,3	13,5	18,9	_
	F	12,3	13	20,5	13,7	25,3	28	_
Plateau Central	G	17 ,2	8,6	12,4	14,7	12	32,6	_
	F	14,3	10,8	22,3	19,9	19	178	_
Sahel	G	14,9	12,8	-6,9	29,4	19,4	33,3	_
	F	14,7	17,3	-6,7	34,6	17,9	52,9	_
Sud-Ouest	G	9,5	8,7	9,4	-9,2	16,9	23,6	_
	F	11,9	9,5	-6,7	4,4	25,9	33,6	_
Moyenne Nationale	G	13,13	10,90	8,79	12,38	14,39	17,01	_
	F	13,84	10,74	9,64	16,78	18,52	31,62	_

Source : MESS / DEP

Les régions du Sahel, de l'Est et du centre-ouest enregistrent les taux d'abandon scolaire les plus élevés, tandis que les régions des Hauts Bassins, du Centre et des Cascades affichent des taux d'abandon plus faibles. De même, lorsqu'on compare les

villes aux campagnes, d'importantes disparités sont observées. Les milieux ruraux comptent davantage de déscolarisés que les milieux urbains. Ces disparités peuvent s'expliquer par l'insuffisance des structures éducatives dans certaines régions et en milieu rural.

Le taux d'abandon scolaire varie également selon le genre. Globalement, le taux d'abandon des filles est supérieur à celui des garçons. Cela est dû à divers facteurs tels que les tâches domestiques, les mariages forcés, l'excision et les grossesses non désirées, qui contribuent spécifiquement à la déscolarisation des filles.

B. Le faible taux de transition

La déscolarisation est clairement perceptible à travers les différents taux de transition. Le taux de transition du primaire au post-primaire était de 46, % en 2003-2004, avec 47,3% pour les garçons et 44,2% pour les filles. Ces chiffres indiquent qu'entre le primaire et le secondaire, plus de la moitié des élèves abandonnent l'école, avec une prédominance des filles. En 2007-2008, ce taux est passé à 53,3%, avec 55,2% pour les garçons et 50,9% pour les filles. Dans l'ensemble, le taux est en hausse mais reste toujours faible.

Quant au taux de transition du post-primaire au secondaire, il est en baisse. En 2003-2004, ce taux était de 50,2% pour l'ensemble, avec 55,4% pour les garçons et 43,4% pour les filles. En 2007-2008, ce taux est descendu à 41,74%, avec 46,75% pour les garçons et 35,30% pour les filles. Ces faibles taux de transition peuvent s'expliquer par l'insuffisance de l'offre éducative au secondaire, ce qui contribue à la déscolarisation.

2. Principales causes de la déscolarisation des filles

2.1. Les grossesses précoces et non désirées

Les pratiques sexuelles précoces et incontrôlées des élèves conduisent souvent à des grossesses qui sont, pour la plupart des cas, non désirées. Les grossesses non désirées et les maternités précoces représentent 60 % des facteurs de déscolarisation des filles au secondaire. Pour les enseignants, la mauvaise gestion de la sexualité qui se manifeste à travers les grossesses non désirées et les maternités précoces constitue le premier facteur de déscolarisation des filles. Elle représente 30 % des facteurs évoqués. En 2009, les grossesses non désirées représentaient 30,92 % des causes de l'abandon scolaire des filles dans la région du Nord.

Au regard de ces chiffres, nous voyons que la part des grossesses non désirées est non négligeable dans la déscolarisation des filles. De nombreuses filles ont abandonné

leurs études parce qu'elles sont tombées enceintes, eu égard aux conséquences physiologiques, physiques et sanitaires (nausées, vomissements, malaises) difficiles.

L'absence ou l'insuffisance d'une éducation sexuelle, aussi bien dans les familles que dans les structures éducatives, favorise ces grossesses non désirées. La sexualité est toujours considérée comme un tabou dans nos sociétés, de sorte que les parents n'en parlent presque jamais à leurs enfants. Même les parents alphabétisés, bien qu'ils soient conscients de l'importance de l'éducation sexuelle, en parlent peu à leurs enfants. Ces derniers pensent que si l'enfant a des informations sur sa sexualité, cela va le pousser à l'acte.

Dans le domaine éducatif également, les programmes d'enseignement abordent très peu les aspects liés à la sexualité. Pourtant, il est nécessaire de donner une bonne éducation sexuelle aux enfants car mieux vaut pratiquer en connaissance de cause que de découvrir certaines choses dans la pratique. L'absence d'informations dans le domaine sexuel reste la principale cause des grossesses non désirées car certaines filles s'adonnent à ces pratiques sans prendre les précautions nécessaires. En plus des grossesses non désirées, ces pratiques sexuelles non contrôlées sont les sources des infections sexuellement transmissibles (IST), parmi lesquelles le SIDA est le plus dramatique. Pourtant, l'utilisation des méthodes contraceptives permettrait d'éviter ces grossesses non désirées et les infections sexuellement transmissibles.

Au Burkina Faso, le phénomène des grossesses non désirées en milieu scolaire est présent aussi bien dans les campagnes que dans les villes, avec des proportions non négligeables. Ce phénomène est également constaté à plusieurs niveaux de l'enseignement (primaire, secondaire et supérieur).

Dans l'enseignement primaire, malgré la jeunesse des filles (âge généralement compris entre 6 et 16 ans), de nombreux cas de grossesses non désirées sont enregistrés dans toutes les régions. Certaines grossesses sont à la fois non désirées et précoces vu l'âge des filles qui en sont victimes. Les auteurs de ces grossesses sont issus de tous les milieux. On retrouve même certains acteurs de l'éducation, en l'occurrence les instituteurs. Selon les données de la Direction de la Promotion de l'Éducation des Filles (DPEF) sur la situation des violences faites aux filles en milieu scolaire, de nombreuses filles sont violées et enceintées par leurs enseignants. En plus des instituteurs, on a également de nombreux tuteurs qui ont enceinté ou violé les filles qui leur sont confiées. La jeunesse des filles constitue aussi un facteur favorable à ces grossesses non désirées car ces dernières ne maîtrisent pas encore leur sexualité et certaines d'entre elles cèdent à ces pratiques par peur de leurs partenaires (enseignants, tuteurs).

Selon les données de la DPEF couvrant la période 2005-2008, la région de la Boucle du Mouhoun enregistre plus de cas de grossesses non désirées (112), suivi de la région des Cascades (89) et de celle du Centre-Sud (62). La région du Centre enregistre moins de grossesses non désirées (02) ; cela peut s'expliquer par la diversité des sources d'information sur la sexualité. Le tableau ci-dessous illustre l'importance des grossesses non désirées et des grossesses précoces en milieu scolaire dans l'enseignement primaire selon les régions durant les années (2005/2006 ; 2006/2007 ; 2007/2008).

Tableau n°2 : Les grossesses non désirées et les grossesses précoces en milieu scolaire au MENAPLN.

Régions	Nombre de Grossesses non désirées	Nombre de grossesses Précoces
Boucle du Mouhoun	112	146
Cascades	89	20
Centre	02	04
Centre-est	08	13
Centre-Nord	59	51
Centre-Ouest	17	26
Centre-Sud	62	39
Est	21	19
Hauts Basssins	43	53
Nord	57	49
Plateau Central	41	38
Sahel	04	18
Sud-Ouest	06	06
Total	521	482

Source : MENAPLN/ DPEF

Au niveau de l'enseignement secondaire, les données de quelques régions permettent de constater l'ampleur du phénomène. Les statistiques des régions des Cascades, du Sud-ouest et du Nord illustrent la gravité de la situation dans le pays. Durant l'année 2008-2009, la région des Cascades a enregistré 105 cas de grossesses non désirées en milieu scolaire et le Centre-sud 122 cas. En 2009-2010, le Sud-ouest a enregistré 112 cas et le Nord 92 cas.

Tableau n°3 : Les grossesses en milieu scolaire dans quelques régions de l'enseignement pos primaire

Régions	**Effectifs**				**Nombre d'établissement**
	2005-2006	2007-2008	2008-2009	2009-2010	
Cascades	105 dont 83,80% pour le post-primaire	129 tous du post-primaire	105 tous du post-primaire	_	_
Centre-Est	_	_	84 dont 87% pour le post-primaire	62	6
Est	_	_	54	_	_
Plateau Central	_	_	_	28	2
Sahel	_	_	44		7
Sud-Ouest	_	_	122	112	13
Nord	_	_	_	92	15

Source : MESS / DEFSS

Ces données ne concernent que quelques établissements des régions concernées. Dans certaines régions les données sont inexistantes parce que ce phénomène n'était pas pris en compte dans les statistiques scolaires du secondaire. Ce n'est qu'en 2007 avec l'érection du Conseil National pour l'éducation des Filles au Secondaire et au Supérieur (CNEFSS) et la création de la DEFSS que ce phénomène figure maintenant dans les renseignements scolaires.

Ces grossesses en milieu scolaire touchent plus le post-primaire que le secondaire. Dans les différentes régions, le post-primaire représente plus de 70% des cas enregistrés. Dans certaines régions, tous les cas enregistrés relèvent du post-primaire ; ce qui signifie que le phénomène décroît avec l'évolution du niveau d'enseignement. Mais il est difficile de comparer les données du primaire à celles du secondaire compte tenu du fait que les données du primaire couvrent une période de trois ans.

Au regard de la situation, certains médias se sont intéressés à ce phénomène. Le journal le Pays révèle que pendant l'année scolaire 2008-2009, sept (07) cas de grossesses non désirées ont été enregistrés dans le Lycée provincial Naaba Baongo de Manga. A la même période Lefaso.net publie vingt et cinq (25) cas de grossesses non désirées enregistrés dans la province du Ziro. Ces chiffres représentent les grossesses

qui ont fait l'objet de plainte auprès de l'action sociale. Les grossesses qui ont été gérées à l'amiable et celles qui ont été avortées ne figurent pas parmi ces chiffres. Soulignons que de nombreuses grossesses non désirées sont interrompues, mais il est difficile de donner des chiffres car ces interruptions sont toujours clandestines.

2.2. Le rôle des acteurs

Les causes de la déscolarisation sont multiples et chaque acteur du système a une part de responsabilité. Parmi ces acteurs nous pouvons citer les éducateurs (encadreurs, enseignants, surveillant, administration), les parents d'élèves et les élèves eux-mêmes.

Les éducateurs ont une part de responsabilité dans la déscolarisation des élèves. Les mauvais comportements de certains éducateurs sont des obstacles aux études des élèves : les violences physiques et morales et les harcèlements sexuels, qui sont des signes de manquement à l'éthique et à la déontologie, conduisent les élèves à de faibles rendements scolaires voire à l'abandon. Bien que ces pratiques soient interdites dans le domaine éducatif, certains acteurs continuent de les adopter.

De même, les programmes inadaptés à nos réalités et non conformes aux attentes des apprenants conduisent certains élèves à l'échec. L'élève n'a aucune motivation dans son apprentissage et de ce fait consacre peu d'efforts pour réussir. Ce qui conduit aux exclusions.

Les parents d'élèves sont souvent responsables de la déscolarisation de leurs enfants. La faiblesse des revenus des parents est souvent un obstacle aux études des enfants. Certains élèves ont quitté le système éducatif tout simplement parce que leurs parents n'ont pas payé leur scolarité ou parce qu'ils n'ont pas les moyens pour acheter les fournitures scolaires ou pour des raisons d'alimentation ou de logement. A cela s'ajoutent les facteurs sociaux comme les mariages forcés, l'excision pendant l'année scolaire, les travaux champêtres et les activités ménagères qui ne militent pas pour un bon maintien des élèves et surtout les filles à l'école.

Les comportements de certains élèves contribuent aussi à leur déscolarisation. L'alcoolisme, la délinquance, la prise des stupéfiants, la prostitution, sont des facteurs favorables à la déscolarisation car il est très difficile de concilier ces pratiques avec les études. Bien que le règlement intérieur interdise ces pratiques dans le milieu scolaire, ils sont toujours présents dans de nombreux établissements.

3. Discussion

Mais force est de reconnaître que le phénomène des grossesses non désirées en milieu scolaire n'est pas propre au Burkina Faso seulement. C'est un phénomène mondial et les plus forts taux sont enregistrés dans les pays africains. Les pays comme le Sénégal, la Côte d'ivoire, le Mali, le Botswana enregistrent chaque année de nombreux cas de grossesses non désirées en milieu scolaire. Au Botswana l'importance de la situation a contraint les pouvoirs publics à initier des politiques d'éducation liées à la grossesse. Ces politiques ont pour but d'assurer la réinsertion scolaire des filles victimes de grossesses non désirées.

Il est parfois difficile de cerner avec exactitude les données sur les grossesses précoces et non désirées car de nombreuses filles abandonnent l'école sans que l'administration scolaire ne découvre les vraies causes de leur abandon.

Il est vrai que la grossesse est toujours accompagnée de nombreux changements physiques, physiologiques et même sanitaires (nausées, vomissements, malaises…), mais nous nous demandons si ce sont ces changements qui contraignent les filles victimes à quitter le système scolaire. Parmi les filles qui abandonnent, certaines d'entre elles vont exercer des activés qui sont souvent plus épuisantes que les études (filles de ménage, vendeuses ambulantes de fruits, gérants de maquis ou de restaurants). Mais si elles sont capables d'exercer ces activités, pourquoi elles ont abandonné leurs études ? Si nous prenons l'exemple des femmes dans les ménages et surtout celles en milieu rural, ces dernières continuent d'exercer leurs activités quotidiennes même si elles sont enceintes et cela jusqu'à leur accouchement. Si ces femmes enceintes sont capables d'exercer leurs activités jusqu'à l'accouchement, pourquoi les filles scolarisées victimes de grossesses suspendent-elles leurs études ?

En se basant sur ces exemples nous pouvons dire que les différents changements dus à la grossesse ne sont pas les seules causes de la déscolarisation des filles enceintes. Si cela était le cas, même les femmes mariées abandonneraient leurs activités une fois qu'elles sont enceintes. Mais nous voyons que ces femmes continuent d'exercer leurs activités. De ce fait nous pouvons admettre que d'autres facteurs surviennent suite à la grossesse pour entraîner la déscolarisation de ces filles.

Nous pensons que le regard et la stigmatisation des camarades de classes, des enseignants et des membres de l'administration est un facteur à prendre en compte dans la déscolarisation des filles. En plus, il y a le fait que la plupart des filles qui abandonnent les classes sont des adolescentes qui traversent une situation de crise. L'institution scolaire burkinabè ne dispose pas de mécanisme permanent et cohérent

de gestion des crises de l'adolescence. Le manque de dispositif de prise en charge psychologique des adolescentes les expose à des grossesses précoces et non désirées.

Il faut ajouter également l'absence de l'éducation à la sexualité aussi bien dans les familles qu'à l'école où le sexe demeure toujours un sujet tabou.

4. Conclusion

Le maintien des filles à l'école constitue un problème majeur du système éducatif burkinabè. Pour mieux cerner ce problème, cette étude s'est fixée comme objectif d'analyser les facteurs et les manifestations de la déscolarisation des filles. Pour ce faire, nous avons utilisé une approche mixte qui a impliqué les élèves, les enseignants, les parents et le personnel administratif des enseignements primaires et post-primaire dans les treize régions que compte le pays. L'analyse révèle que la déscolarisation se manifeste par trois principales formes : les abandons, l'exclusion et le faible taux de transition. Les facteurs expliquant cette situation sont les grossesses précoces et non désirées, la responsabilité parentale, les pesanteurs socioculturelles, le fonctionnement de l'institution scolaire et la crise de l'adolescence. Toutefois, une question demeure : une éducation à la sexualité pourrait-elle contribuer à réduire ce phénomène de déscolarisation des filles ?

5. Bibliographie

Fescifa/prescitef (2000). *Amélioration des performances des filles dans les disciplines scientifiques dans les établissements secondaires et universitaires du Burkina Faso*. Rapport inédit. Ouagadougou. 225 pages

Houeto, G. L. et Ouedraogo, M. (1997). *Progrès dans l'éducation des filles et des femmes au Burkina Faso. Séminaire technique sur « Droit de l'enfant, éducation des filles et développement* », Ouagadougou, 17-21 février 1997.

Maryse E.- H. (2006). Absentéisme, déscolarisation, décrochage scolaire, les apports des recherches récentes, *Déviance et Société,* 2006 (30), 41-65

Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation (MEBA), DEP (1998). *Statistiques scolaires 1997-1998*. Ouagadougou, Burkina Faso

Pare-Kaboré, A. (sd). *La problématique de l'éducation des filles au Burkina Faso.* https://www.pogbi.org/telechargements/scolarisation.pdf

Quintin, Wodon. (2018). *Pourquoi les filles quittent-elles l'école et quelles sont les conséquences de leur déscolarisation ?* https://blogs.worldbank.org/fr/voices/pourquoi-les-filles-quittent-elles-l-ecole-et-quelles-sont-les-consequences-de-leur-descolarisation

Sanou F. (1996). Étude sur la sous-scolarisation des filles au Burkina Faso. Annales de l'Université de Ouagadougou, (X), 103-145.

Simpore, M. (2011). *La déscolarisation des filles suite au grossesses non désirées.* « Mémoire », Koudougou, Ecole Normale Supérieure